

Juin 2011



منظمة الأغذية  
والزراعة للأمم  
المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food and  
Agriculture  
Organization  
of the  
United Nations

Organisation des  
Nations Unies  
pour  
l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная  
организация  
Объединенных  
Наций

Organización  
de las  
Naciones Unidas  
para la  
Agricultura y la  
Alimentación

## CONFÉRENCE

**Vingt-septième session**

**Rome, 25 juin-2 juillet 2011**

**Vingt-septième Conférence McDougall**

**Discours en l'honneur de Frank L. McDougall**

**prononcé par**

**M. Kofi Annan**

**Président du Conseil d'administration  
de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)**

**Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde:  
le grand défi des temps modernes**

### Introduction

C'est un honneur que d'être ici aujourd'hui et de pouvoir m'exprimer devant la Conférence de la FAO. Cette réunion intervient à un moment crucial. Les défis immédiats et à plus long terme auxquels la FAO est confrontée n'ont jamais été aussi grands.

Le monde a considérablement changé, et à de nombreux égards, depuis la création de la FAO en 1945. La prospérité s'est accrue et les perspectives de développement se sont globalement améliorées, mais ces progrès n'ont pas été équitablement partagés par tous.

Des centaines de millions de personnes vivent encore dans la peur et dans la pauvreté.

Et malgré les ambitions qui animaient les pères fondateurs de la FAO, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle demeure au cœur de cette injustice.

Olivier De Schutter, dans le discours qu'il a prononcé lors de la précédente Conférence McDougall, a attiré notre attention sur le fait que, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le nombre de personnes souffrant de la faim a dépassé le milliard.

M. De Schutter s'exprimait au lendemain d'une flambée des prix des denrées alimentaires sans précédent, alors que la crise financière mondiale frappait de plein fouet les économies et les populations.

Deux ans plus tard, Il serait réconfortant de pouvoir se dire que jamais plus un record aussi déplorable ne sera atteint.

*Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur Internet, à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)*

Pourtant, il est fort possible que le cap du milliard soit à nouveau franchi et qu'à plus long terme, le nombre de victimes de la faim continue d'augmenter.

### **Augmentation du prix des produits alimentaires**

1. Il est inutile, face à tant d'éminents experts, de revenir en détail sur la flambée des prix alimentaires et sur ses incidences sur le bien-être des populations.
2. Si la hausse des prix peut avoir des effets positifs, La très forte volatilité des prix observée à l'heure actuelle, et les incertitudes qui en découlent, peuvent être à l'origine des difficultés considérables.
3. L'onde de choc qui en résulte se propage bien au-delà de l'échelle individuelle. L'incapacité des familles à subvenir à leurs besoins alimentaires a été un des principaux facteurs de l'instabilité politique qui règne dans certaines régions du monde.
4. Cela étant, la frustration et la colère liées aux fluctuations des prix et aux pénuries alimentaires ne seront pas le seul fait des régimes répressifs.
5. Comme l'a récemment souligné Lester Brown, la nourriture est devenue un enjeu invisible de la politique mondiale et peut engendrer des conflits, tant à l'intérieur des pays qu'entre les États.
6. De plus, la baisse éventuelle des prix, qui atteignent actuellement des niveaux record, pourrait n'être que temporaire, ce qui encore plus inquiétant.

### **Tendances à long terme**

7. En effet, le prix des produits alimentaires est fonction de contraintes à long terme qui vont continuer de stimuler la demande mais vont aussi compromettre l'augmentation de la production qui permettrait d'y répondre.
8. La population mondiale vient de dépasser le cap des 7 milliards. Selon le dernier rapport de la Division de la population des Nations Unies, la population mondiale ne se stabilisera peut-être pas à 9 milliards, comme on l'avait envisagé il y a à peine deux ans, et pourrait atteindre 10 milliards de personnes.
9. Dans le même temps, la prospérité croissante des pays en développement va permettre à 3 milliards de personnes de mieux se nourrir, et cette classe moyenne en pleine expansion sera animée d'un appétit grandissant pour les produits carnés et laitiers.
10. Les céréales, utilisées jadis pour nourrir les hommes, servent de plus en plus à l'alimentation animale.
11. La croissance démographique et la prospérité grandissante pourraient à elles seules entraîner une augmentation de 70 % de la demande alimentaire à l'horizon 2050.
12. Il ne s'agit là que d'une partie d'une équation dangereuse. La production alimentaire se heurte aujourd'hui à de nouvelles contraintes qui tiennent à l'accès aux terres cultivables, à l'énergie, aux ressources en eau et au climat.
13. Ainsi, l'augmentation du prix des produits pétroliers a entraîné une intensification de la concurrence du secteur fortement subventionné des agro- et biocombustibles.
14. Le prix du pétrole continue d'augmenter, et la solution consistant à transformer des céréales en combustible n'en est que plus attractive, en dépit de très sérieux doutes quant à son caractère éthique et durable.
15. Les ressources en eau sont exploitées à un rythme non viable. Le manque d'eau est directement responsable de la baisse de 60 % de la production céréalière enregistrée ces 10 dernières années en Arabie saoudite.

16. Par ailleurs, comme l'a rappelé le Directeur général de la FAO, on ne peut systématiquement attendre de la science qu'elle nous donne les moyens d'accroître les rendements agricoles, comme ce fut le cas dans le passé.
17. Dans les pays développés, l'impact de l'innovation et des avancées technologiques sur l'augmentation des rendements céréaliers a atteint ses limites.
18. Outre ces contraintes, il faut aussi tenir compte des retombées catastrophiques du changement climatique et de ses effets sur les températures, les précipitations, la productivité des sols et la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes.
19. En Russie, l'été dernier, les températures très élevées et la sécheresse ont entraîné une baisse des récoltes de 40 % et porté un coup sévère aux exportations de céréales.
20. Selon certains experts, nous avons peut-être gravement sous-estimé les impacts à long terme du changement climatique sur les rendements agricoles.
21. Ce qui est sûr, c'est que les effets conjugués de pratiques agricoles non viables et du changement climatique sont en passe de transformer de vastes zones productives en champs de poussière.
22. Le changement climatique est un effroyable héritage pour nos enfants et pour les générations futures. Pourtant, les responsables d'aujourd'hui n'ont toujours pas su faire preuve de la lucidité et du courage nécessaires pour venir à bout du problème.

### **Les enjeux pour la FAO**

23. C'est dans ce contexte bien sombre que se tient votre conférence.
24. Le risque est bien réel de voir une crise grave se transformer en une catastrophe irréversible qui mettra en danger la survie des millions de personnes.
25. Cet échec ferait aussi une autre victime : le sentiment d'appartenance à une communauté mondiale dont les ambitions de cette organisation sont le symbole.
26. Car si les pays ne peuvent unir leurs efforts pour garantir à la population mondiale la sécurité alimentaire, un des besoins essentiels de l'humanité, alors il y a peu d'espoir que nos aspirations à plus de coopération internationale se concrétisent un jour.
27. Ces dernières années, nous avons même observé une tendance alarmante à la remise en question du principe du dessein commun fondé sur des valeurs partagées, y compris dans le domaine alimentaire.
28. Nous avons été les témoins d'un retour en force préoccupant du protectionnisme, qui s'est accompagné de mesures unilatérales d'interdiction des exportations, d'une mainmise sur les terres et d'accords d'exclusivité répondant aux besoins alimentaires des riches, mais pas à ceux des pauvres.
29. C'est pourquoi je demeure fermement convaincu qu'outre les réponses à apporter au problème connexe du changement climatique, le grand défi des temps modernes consiste à garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde.
30. Les obstacles, aussi colossaux soient-ils, ne sont pas pour autant insurmontables. Après tout, nous avons déjà réussi à doubler la production alimentaire mondiale, et nous ne devons donc pas perdre espoir.
31. Paradoxalement, la hausse des prix des produits alimentaires pourrait bien nous aider à jeter les bases d'un avenir alimentaire meilleur et plus juste.

### **La hausse des prix peut stimuler la production vivrière**

32. Vous l'aurez compris, ce n'est pas la hausse des prix alimentaires en elle-même qui est la plus dommageable, mais bien le rythme inouï de cette augmentation.

33. En effet, et bien que cette thèse soit sujette à controverse dans certains milieux, de solides arguments incitent à penser qu'il fallait rééquilibrer les prix, en veillant toutefois à en maîtriser la volatilité tout en assurant la protection des plus vulnérables.
34. Les prix alimentaires, sous l'effet de l'accroissement de la production, ont diminué en valeur réelle pendant une bonne partie des trois dernières décennies.
35. Si cette baisse des prix a été favorable aux consommateurs, en particulier dans les pays développés, elle a eu des effets très dommageables dans nombre de communautés rurales et a compromis les approvisionnements alimentaires mondiaux à long terme.
36. La faiblesse artificielle des prix prive les agriculteurs d'un revenu équitable et des moyens d'accroître la production vivrière, puisque les prix n'agissent plus comme une incitation à produire plus.
37. Cette situation est particulièrement préjudiciable aux familles de petits producteurs, qui représentent près de la moitié de la population mondiale.
38. À l'inverse, des prix plus stables et plus élevés peuvent encourager les investissements et aider les communautés, à condition toutefois que les agriculteurs bénéficient eux aussi des avantages qui en découlent.
39. Ainsi, l'application immédiate d'un juste prix pourrait contribuer à plus long terme à stimuler la production, à satisfaire une demande croissante et à contenir les prix. Nous devons néanmoins faire plus pour protéger les plus vulnérables des effets dangereux de la volatilité des prix.

### **Des obstacles supplémentaires**

40. Si l'application de prix plus équitables peut servir à amorcer le processus, une multitude d'autres obstacles doivent encore être levés aux niveaux national et mondial pour garantir la sécurité alimentaire des populations.
41. Il ne suffira pas de revoir les prix des produits alimentaires à la hausse pour pallier le manque d'investissement agricole dans les régions où les perspectives d'accroissement de la production vivrière sont les plus prometteuses.
42. Car globalement, il n'y pas eu pénurie d'investissement dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation.
43. Le problème tient simplement au fait que l'essentiel de ces ressources est utilisé par les pays riches pour protéger leur propre agriculture, le plus souvent aux dépens des agriculteurs des pays en développement.
44. Selon l'OCDE, les pays riches ont investi en 2009 plus de 385 milliards de dollars pour aider leurs agriculteurs.
45. D'après Oxfam, ce montant est près de 80 fois supérieur aux ressources consacrées à l'aide au développement agricole, lesquelles ont baissé de plus de 70 % en valeur réelle ces 20 dernières années.
46. Il est rassurant de constater que les gouvernements et les organisations internationales, en partie grâce aux efforts de la FAO, sont désormais conscients de la nécessité de renverser cette tendance.
47. Ainsi, plusieurs pays et groupements régionaux comme l'Union africaine se sont engagés à accroître les investissements dans le secteur agricole.
48. Les pays riches ont eux aussi pris l'engagement, en particulier dans le cadre de l'initiative de L'Aquila du G8, de consacrer davantage de ressources à l'agriculture dans les pays en développement, qui offrent le meilleur potentiel en matière d'accroissement de la production vivrière.
49. Mesdames et Messieurs, ces promesses doivent être tenues et s'appuyer sur des financements supplémentaires, et non sur un simple remodelage des engagements existants.

50. Nous devons également encourager le secteur privé à investir dans le développement agricole et élargir l'accès des agriculteurs au crédit.
51. Ce dernier point vaut en particulier pour les femmes, qui représentent, dans certaines régions, la majorité des agriculteurs, et qui peuvent se trouver privées de capital parce qu'elles ne possèdent pas de titre foncier ou sont victimes de préjugés.
52. Il convient également d'accroître les investissements dans la recherche-développement, un des principaux axes de travail de cette organisation.
53. Pour améliorer les rendements et préserver la productivité des sols en dépit du changement climatique, il faudra impérativement recourir à de nouvelles cultures et à de nouvelles techniques agricoles, en particulier dans le monde en développement.
54. Pourtant, malgré les accords déployés par la FAO et les organisations partenaires, on est encore très loin des niveaux d'investissement nécessaires pour régler les problèmes du secteur agricole dans les régions en développement.
55. À cet égard, il est regrettable que les grands groupes agroalimentaires continuent aujourd'hui encore de définir leurs axes de recherche en fonction des besoins des grandes entreprises agricoles du monde développé.
56. Le budget annuel du GCRAI, qui fait un travail très important, est de 500 millions de dollars, et demeure très largement inférieur aux investissements en recherche-développement des principaux producteurs de semences et de produits agrochimiques.
57. Les investissements supplémentaires en faveur de la recherche doivent aussi s'accompagner d'un assouplissement des droits de brevet, de sorte que les avantages découlant des innovations puissent être plus largement partagés.
58. Négliger l'importance de la préservation de la biodiversité serait aussi une erreur fatale lourde de conséquences, puisque c'est dans cette diversité biologique que nous puiserons à l'avenir de quoi combattre des maladies et des organismes nuisibles encore inconnus à ce jour.
59. Il est également primordial d'investir dans l'amélioration des infrastructures, et notamment des systèmes d'irrigation, des transports et des installations d'entreposage.
60. Lorsque la production vivrière aura augmenté, nous devons faire en sorte que les produits alimentaires parviennent jusqu'à ceux qui en ont besoin ou qui souhaitent s'en procurer.
61. Il faut aussi investir dans le facteur humain, afin d'aider les agriculteurs à adopter et à adapter les nouvelles techniques agricoles.
62. Nous devons faire davantage pour attirer les jeunes – qui sont pleins d'énergie et ouverts aux idées nouvelles – vers les métiers agricoles et pour promouvoir l'installation d'entreprises agricoles en zone rurale. Nous pourrions ainsi contribuer à ralentir l'exode vers des villes déjà surpeuplées.
63. Je sais que toutes questions figurent au premier rang des priorités de votre organisation. La FAO a contribué de manière déterminante à encourager les investissements, à soutenir la recherche-développement et à faciliter l'accès au crédit.
64. Pourtant, il reste encore beaucoup à faire pour pallier le manque chronique d'investissement en faveur du secteur agricole.

### **Afrique – enjeux et perspectives**

65. Mesdames et messieurs, c'est en Afrique, où je concentre moi-même tous mes efforts au travers de l'AGRA, que les séquelles des erreurs passées ont été les plus dommageables et que les perspectives sont les plus grandes.
66. Les agriculteurs africains subissent depuis des dizaines d'années les conséquences de ce manque d'investissement et d'intérêt pour l'agriculture.

67. Les rendements céréaliers de l'Afrique ne représentent même pas le quart de la moyenne mondiale et ont à peine augmenté ces 30 dernières années.
68. Cette situation n'est pas due à un manque d'efforts de la part des agriculteurs africains, mais plutôt à l'absence de connaissances, de ressources et d'infrastructures susceptibles de les aider dans leur dur labeur.
69. C'est pour cette raison que l'Afrique est aujourd'hui le seul continent du monde qui s'avère incapable de produire assez de nourriture pour subvenir aux besoins de ses propres habitants.
70. Le constat est alarmant, non seulement parce que le continent africain abrite déjà un tiers des personnes qui souffrent de la faim dans le monde, mais aussi parce que c'est en Afrique que la croissance démographique sera la plus forte à l'avenir.
71. Dans le même temps, l'Afrique est aussi le continent qui offre les perspectives les plus prometteuses quant aux solutions susceptibles d'apporter une réponse à l'insécurité alimentaire dans le monde.
72. Le continent dispose de vastes ressources foncières, dont 60 % des terres arables non cultivées de la planète.
73. Quand bien même les surfaces cultivées n'augmenteraient pas, le simple fait de multiplier par deux les rendements céréaliers suffirait à faire de l'Afrique une des principales régions à excédent vivrier du monde.

### **De l'importance des petits producteurs**

74. Dans ce contexte, comment valoriser durablement le potentiel qu'offrent l'Afrique et d'autres régions du monde?
75. Car s'il importe d'accroître la production, il faut aussi éviter de reproduire les erreurs commises en Asie dans le cadre de la révolution verte, qui a eu des effets très dommageables aux plans environnemental et social.
76. Pour cela, il faut d'abord placer les petits agriculteurs au cœur de la révolution verte africaine qui doit être engagée.
77. Leur contribution essentielle et incontestable à la sécurité alimentaire est reconnue par la FAO.
78. Il ne s'agit pas ici de défendre une vision romancée des petits producteurs, mais bien de reconnaître à la fois leur importance numérique et leur contribution potentielle.
79. Aujourd'hui encore, et malgré l'exode rural, quatre Africains sur cinq dépendent de l'agriculture et des activités connexes pour subvenir aux besoins de leur famille.
80. Il sera impossible d'accroître la production vivrière au rythme et à l'échelle souhaitées sans mobiliser cette armée de petits producteurs.
81. L'histoire nous enseigne par ailleurs que cette révolution verte pourrait aussi être un tremplin vers une croissance économique plus forte, comme ce fut le cas en Asie.
82. Mais ce potentiel ne se concrétisera que si nous rappelons avec force la nécessité de donner aux petits paysans les moyens de produire durablement de la nourriture à des fins commerciales.
83. Certes, la production vivrière fournit à la fois nourriture et emploi aux plus pauvres, et joue de ce fait un rôle vital. Nous devons continuer à soutenir cette agriculture.
84. Mais c'est en mobilisant l'esprit d'entreprise encore inexploité de l'Afrique que nos efforts auront le plus d'impact sur les approvisionnements alimentaires et la création d'emplois et de revenus, dans le domaine agricole comme dans les secteurs non agricoles de l'économie rurale.

### **Rôle des exploitations agricoles commerciales**

85. L'attention portée aux petits producteurs n'implique pas pour autant de tourner le dos aux exploitations commerciales de plus grande taille.
86. Je suis convaincu qu'elles peuvent jouer un rôle primordial, et contribuer notamment au développement du potentiel agricole de l'Afrique, en particulier dans les pays où les terres cultivables sont abondantes, comme la Zambie et l'Angola.
87. Mais elles ne peuvent opérer de manière isolée. De même, nous ne pouvons tolérer les pratiques spéculatives qui ont conduit à une véritable mainmise sur certaines terres agricoles, et contraint des communautés entières à quitter leurs terres pour céder la place à des cultures vivrières destinées non pas à nourrir les populations locales mais à satisfaire les besoins futurs d'autres pays.
88. Un rapport publié récemment indique que pendant la seule année 2009, des terres agricoles d'une superficie totale égale à celle de la France ont été achetées en Afrique par des hedge funds et d'autre spéculateurs, et cette tendance a de quoi inquiéter.
89. Il n'est pas juste que des communautés soient spoliées de cette manière de leurs terres cultivables et que des pays menacés par la faim exportent des produits alimentaires. Une telle situation n'est pas tenable.
90. Les populations locales ne toléreront pas de tels abus, et nous ne devrions pas les tolérer non plus.
91. En revanche, si les grandes exploitations commerciales font en sorte d'intégrer leurs activités au sein de la communauté, de manière à former des pôles reliant les petits producteurs aux chaînes de valeur, et si elles partagent leurs savoirs et leur pratiques les plus probantes, elles peuvent jouer un rôle important et constructif.
92. Nous devons continuer d'insister auprès du secteur agroalimentaire sur l'importance de l'aide à fournir aux petits producteurs et sur les avantages qui peuvent en découler.

### **Recherche et développement**

93. Il ne s'agit donc pas d'opposer les plus gros aux plus petits, mais au contraire de fédérer tous les agriculteurs et de faire en sorte qu'ils disposent tous des moyens de produire plus de nourriture en appliquant des pratiques viables.
94. Cette intensification durable de la production vivrière suppose d'avoir accès à des variétés culturales qui donnent de bons résultats avec un niveau d'intrants externes relativement faible, ainsi qu'aux techniques les plus récentes de gestion des sols et des ressources en eau.
95. Comme je l'ai déjà souligné, il faudra pour cela investir davantage dans la recherche et apporter un soutien accru aux agriculteurs pour leur permettre d'adopter ces nouvelles technologies.
96. Il faut aussi veiller à ce qu'ils puissent écouler leurs produits sur des marchés porteurs, aux plans local, régional et mondial.
97. Pour l'heure, ces marchés ne sont pas assez fiables et sont encore trop souvent soumis à des distorsions, si bien que les agriculteurs n'ont aucune garantie de retirer un juste prix de leur production ou d'accroître leurs revenus lorsque les prix augmentent.

### **Action internationale**

98. La FAO, les institutions des Nations Unies partenaires et les instances commerciales internationales doivent intensifier les efforts visant à mettre en place un cadre juste et durable afin de vaincre la faim dans le monde et d'assurer la sécurité alimentaire des populations.
99. Elles doivent notamment œuvrer à l'amélioration de la gouvernance et des politiques mondiales, et notamment à la révision des règles et des restrictions commerciales inéquitables.

100. La tendance accrue au protectionnisme que nous avons pu observer ces dernières années ne pourra qu'aggraver la crise et l'instabilité.
101. Il faut aussi engager des réformes structurelles axées notamment sur le renforcement des dispositifs de protection sociale qui ont pour objet de protéger les plus pauvres en cas de flambée des prix.
102. Il est clair, par ailleurs, que, si les réserves alimentaires mondiales et régionales étaient plus importantes et gérées de manière plus transparente, la volatilité des prix et la spéculation s'en trouveraient atténuées.
103. Pour favoriser ces changements et montrer la voie à suivre, la FAO pourrait en un premier temps recueillir des informations plus précises et plus accessibles sur la taille et la qualité de ces réserves, lesquelles font actuellement défaut.
104. Vous devez aussi intervenir en première ligne pour mieux cerner les interactions entre prix internationaux et locaux et prix à la production, afin de garantir plus d'équité et d'offrir aux producteurs des incitations adéquates.
105. Cet ambitieux programme viendrait compléter l'action primordiale que votre organisation mène depuis toujours à l'appui de la recherche et de l'innovation dans le secteur agricole.
106. Il exigera aussi de renforcer la coopération et la collaboration entre la FAO et les autres organisations œuvrant dans ce domaine.
107. L'Alliance pour une Révolution Verte (AGRA) a tiré grand profit des liens de coopération étroite qu'elle a noués avec les trois organisations ayant leur siège à Rome, dans le cadre de projets comme le programme d'urgence d'accroissement de la production vivrière au Zimbabwe.
108. Il convient néanmoins de renforcer et d'améliorer les partenariats, en particulier à l'échelle du réseau du GCRAI.
109. J'espère que ces efforts porteront notamment sur la réalisation de recherches rigoureuses sur les avantages et les coûts des biocarburants d'origine agricole, et en particulier sur leur impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et sur la viabilité environnementale.
110. Permettez-moi maintenant de m'adresser aux ministres de l'agriculture réunis ici aujourd'hui.
111. Je sais que votre tâche est déjà lourde. Mais c'est à vous, dans vos pays et gouvernements respectifs, qu'il appartient d'amorcer le processus qui permettra de venir à bout des défis que je viens de décrire.
112. C'est à vous qu'il incombe d'obtenir de vos gouvernements respectifs qu'ils s'engagent de manière plus résolue en faveur des investissements et des mutations nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire mondiale, et d'encourager la coopération internationale indispensable à la réalisation de cet objectif.

### **Conclusion**

113. Mesdames et Messieurs, je crois savoir que ma décision de quitter les Nations Unies pour me consacrer en priorité à l'agriculture a laissé perplexes, et légèrement amusé, certains de mes anciens collègues.
114. Je peux comprendre que la reconversion d'un Secrétaire général des Nations Unies dans l'agriculture puisse susciter quelques sourires. Ce ne fut pas non plus une décision évidente pour moi.
115. Mais les personnes réunies ici aujourd'hui savent mieux que quiconque combien les défis à relever sont graves, et à quel point il est urgent d'y apporter des réponses.
116. Nous devons trouver sans tarder des solutions pour vaincre la faim, car il en va de la survie d'un milliard de personnes – les plus faibles et les plus vulnérables de la planète.
117. L'avenir de 9 milliards d'êtres humains dépend des politiques et des mécanismes qu'il nous appartient de mettre en place pour assurer en quelques décennies la sécurité alimentaire de tous.



---

118. La concrétisation de notre espoir d'un monde de paix et de justice, dans lequel les individus et les nations s'emploieront ensemble à vaincre des problèmes et à atteindre des objectifs communs, sera également subordonnée à la réalisation de cet objectif.

119. C'est vous qui êtes en première ligne. Si la FAO et les organisations partenaires échouent, alors nous aurons tous échoué.

120. Je vous souhaite courage et clairvoyance pour vos délibérations des prochains jours.